

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le pillage des forêts et des océans freine la progression de l'Afrique, affirme Kofi Annan

Cette année, le Rapport sur les progrès en Afrique invite les dirigeants africains à s'attaquer aux inégalités et exhorte la communauté internationale à prendre des mesures contre le pillage des ressources naturelles du continent.

Les abondantes ressources naturelles de l'Afrique représentent une occasion unique d'améliorer considérablement la vie des citoyens africains, selon un important nouveau rapport présenté aujourd'hui par M. Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies ; mais ces ressources sont trop souvent pillées par des fonctionnaires corrompus et des investisseurs étrangers. La hausse des inégalités empêche également l'Afrique de saisir cette opportunité, comme le montre le rapport.

Le rapport 2014 de l'Africa Progress Panel, intitulé *Céréales, pêche et capitaux : financer la révolution verte et la révolution bleue de l'Afrique*, invite les dirigeants politiques africains à prendre dès maintenant des mesures concrètes afin de réduire les inégalités en investissant dans l'agriculture. Il réclame également une action internationale afin de mettre un terme à ce qu'il décrit comme le pillage des forêts et des océans du continent.

« Après plus de dix années de croissance, il y a matière à se réjouir », déclarera M. Annan à la présentation officielle du rapport. « Mais il est temps de se demander pourquoi une telle croissance n'a que si peu contribué à sortir la population de la pauvreté, et pourquoi une si grande partie des richesses naturelles de l'Afrique est gaspillée dans des pratiques de corruption et des activités d'investissement peu scrupuleuses. »

« L'Afrique est un continent d'une grande richesse, alors pourquoi la part de l'Afrique dans la malnutrition et les décès d'enfants à l'échelle mondiale augmente-t-elle si vite ? Parce que les inégalités altèrent le lien entre la croissance économique et les améliorations en matière de bien-être », explique-t-il.

Bien que le revenu moyen ait augmenté d'un tiers ces dix dernières années, il y a davantage d'Africains qui vivent dans la pauvreté aujourd'hui (environ 415 millions) qu'à la fin des années 1990. Les nouveaux objectifs mondiaux de développement viseront sans doute à éradiquer la pauvreté d'ici 2030, mais si les tendances actuelles se poursuivent, un Africain sur cinq souffrira encore de la pauvreté à cette échéance.

M. Annan, qui a joué un rôle central dans la définition des objectifs du Millénaire pour le développement, affirme : « En souscrivant au nouveau cadre de développement mondial, les pays devraient s'engager non seulement à réaliser des objectifs ambitieux, mais également à réduire les écarts injustifiables qui existent dans la région entre les riches et les pauvres, entre les populations des zones urbaines et rurales, et entre les hommes et les femmes. »

Les auteurs du rapport présentent l'agriculture comme la clé d'une croissance qui réduira la pauvreté. Ils soulignent qu'en Afrique, la plupart des pauvres vivent et travaillent dans des zones rurales, généralement en tant que petits exploitants agricoles. « Les pays qui ont bâti leur croissance sur un secteur agricole dynamique, notamment l'Éthiopie et le Rwanda, ont démontré que le secteur rural pouvait être un puissant moteur de croissance inclusive *et* de réduction de la pauvreté », déclarera M. Annan lors de la présentation.

Le rapport préconise une révolution verte 100 % africaine, qui adapterait les enseignements tirés de l'expérience asiatique aux réalités africaines. L'Afrique importe actuellement 35 milliards de dollars US de produits alimentaires, car l'agriculture locale est confrontée à une faible productivité, à un manque d'investissements chronique et à un protectionnisme régional. Une hausse des investissements dans les infrastructures et la recherche pourrait augmenter de façon spectaculaire les rendements africains et les revenus des agriculteurs. Par ailleurs, on pourrait ouvrir de nouveaux marchés en éliminant les obstacles qui limitent les échanges commerciaux à l'intérieur de l'Afrique.

S'il est vrai que le Rapport 2014 sur les progrès en Afrique se montre critique à l'égard des gouvernements africains, il incite également la communauté internationale à soutenir les efforts de développement de la région. Il montre que la pêche et l'exploitation forestière sont deux domaines dans lesquels les règles multilatérales doivent être renforcées afin de lutter contre le pillage des ressources naturelles.

La pêche illicite, non déclarée et non réglementée a atteint des proportions épidémiques dans les eaux côtières africaines. On estime que les pertes s'élèvent au bas mot à 1,3 milliard de dollars US par an en Afrique de l'Ouest. Au-delà du coût financier, ce pillage anéantit les communautés de pêcheurs en les privant d'opportunités essentielles en matière de pêche, de transformation et de

commerce. L'Afrique perd également 17 milliards de dollars US à cause des activités illégales d'abattage.

« Le pillage des ressources naturelles est un vol organisé sous couvert de commerce. Certains chalutiers commerciaux opèrent sous pavillon de complaisance et déchargent leur pêche dans des ports qui ne consignent pas leurs captures, ce qui est contraire à l'éthique », affirme M. Annan, qui ajoute que ces activités criminelles aggravent le problème de l'évasion fiscale et des sociétés-écrans. Le Rapport 2014 sur les progrès en Afrique préconise un système multilatéral de gestion des pêches qui appliquerait des sanctions aux bateaux de pêche qui n'enregistrent et ne déclarent pas leurs captures. Il invite également les gouvernements du monde entier à ratifier l'accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port, un traité visant à empêcher les braconniers de décharger leurs captures illégales dans les ports.

Les dirigeants politiques africains ne sont pas parvenus à gérer les ressources naturelles dans l'intérêt de leurs véritables propriétaires, à savoir les citoyens africains.

En plus des pertes subies à cause du pillage des ressources naturelles et d'une mauvaise gestion financière, les Africains ne bénéficient pas pleinement de l'argent provenant de l'extérieur, que ce soit quand certains donateurs de l'aide ne respectent pas leurs engagements ou quand des membres de la diaspora africaine envoient de l'argent à leur famille en Afrique. On estime ainsi que le continent perd 1,85 milliard de dollars US par an en raison des frais excessifs appliqués par les sociétés de transferts d'argent sur ces envois.

Avec davantage de revenus issus des ressources naturelles, les gouvernements africains ont désormais la possibilité de mettre en place des systèmes d'imposition plus efficaces, et de dépenser l'argent public de façon plus équitable, ajoute le rapport. Par exemple, 3 % du PIB de la région est actuellement consacré à des subventions à la consommation d'énergie qui profitent principalement à la classe moyenne. Cet argent devrait être réaffecté à des dépenses sociales afin de donner aux populations pauvres de meilleures chances de briser l'engrenage de la pauvreté.

« Il y a en Afrique une résilience et une créativité extraordinaires », déclare M. Annan. « Nos jeunes, de plus en plus nombreux, sont énergiques. Nos entrepreneurs, très dynamiques, utilisent les technologies pour transformer la vie de la population. Nous avons suffisamment de ressources pour nourrir non seulement la population africaine, mais également celle d'autres régions. Il est temps pour les dirigeants africains (mais aussi pour les partenaires d'investissement conscients de leurs responsabilités) de libérer ce potentiel considérable. »

* * * * *

Présidé par M. Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies, l’Africa Progress Panel est un groupe constitué de dix membres qui assurent un plaidoyer en faveur du développement durable et équitable en Afrique auprès des plus hautes instances. Chaque année en mai, le panel publie un rapport phare sur les progrès en Afrique.

Pour en savoir plus, contacter :

Victoria Williams, Hill & Knowlton Strategies : (portable) +27 72 452 1772

E-mail : victoria.williams@hkstrategies.co.za

Geraldine Trennery, Hill & Knowlton Strategies : (portable) +27 82 677 5201

E-mail : geraldine.trennery@hkstrategies.co.za

www.africaprogresspanel.org

<http://www.facebook.com/africaprogresspanel> et @africaprogress